Séance du : 05 Décembre 2024

Nombre de membres en exercice : 14

Nombre de membres présents : 11

Nombre de suffrages exprimés : 12

Pour : 12 Contre : Abstention :

Date de convocation : 26/11/2024

L'an deux mil vingt-quatre et le cinq décembre à dix-neuf heures,

Le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Yannick ROLLAND, maire.

Présents : Mmes, Mrs : ROLLAND Yannick, CHASTANET Gisèle, BONNET Christian, VERTONGEN Claire, FRUTIER Gérard, MALAVERGNE Nadine, LIMOGES Jérôme, DIGNAC Bruno, MOULINIER Arnaud, MARTINEZ Nadja, SUDRIE Sylviane.

Absent excusé : TARDIVAUD Laurent.

Absent : Nicole TOUS, Philippe DEJEAN.

Pouvoir : Laurent TARDIVAUD à Yannick ROLLAND.

Secrétaire de séance : Nadja MARTINEZ.

Objet : Adhésion à la convention de participation pour le risque « Prévoyance »

N° 2024_12_d01

Proposé par le CDG 24

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L.827-1 à L.827-11 ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'avis du comité social territorial en date du 28 juin 2024 approuvant le choix de l'opérateur ;

Vu la délibération du Centre de Gestion de la Dordogne en date du 5 juillet 2024 approuvant le choix de l'organisme assureur pour la conclusion de la convention de participation relative au risque « prévoyance » pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2030 ;

Vu la convention de participation « Prévoyance » signée entre le Centre de Gestion de la Dordogne et le groupement MNT – RELYENS ;

Vu la délibération de la Commune de MANZAC SUR VERN afin de participer à la procédure de consultation engagée par le Centre de Gestion de la Dordogne en vue de la conclusion d'une convention de participation sur le risque « Prévoyance » ;

Le Maire rappelle à l'assemblée qu'à compter du 1^{er} janvier 2025, les employeurs territoriaux ont obligation de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, pour le risque "Prévoyance", à hauteur minimum de 7 € par mois et par agent.

L'article L.827-7 du code général de la fonction publique confie aux centres de gestion une nouvelle mission obligatoire qui est de conclure, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui les ont mandatés, une convention de participation couvrant le risque « prévoyance ».

Par conséquent, en mars 2024, le CDG 24 a lancé une procédure de mise en concurrence mutualisée avec les CDG 19-23-47-64-87 en vue de conclure une convention de participation pour le risque « prévoyance » au profit des collectivités et établissements publics du département de la Dordogne l'ayant sollicité.

Il indique qu'à l'issue de la procédure de consultation, le CDG 24 a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès du groupement MNT / RELYENS, pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le Maire précise que *la collectivité* avait manifesté son intérêt pour cette mise en concurrence, et qu'à ce titre, *elle* peut aujourd'hui adhérer à la convention de participation proposée par le CDG 24, après consultation du Comité Social

Territorial, pour permettre à ses agents de bénéficier des garanties et conditions financières mutualisées proposées par le prestataire qui a été retenu.

Il précise également que s'agissant d'un contrat collectif à adhésion facultative, les agents de *la collectivité* ont le choix d'adhérer ou non, mais que seuls les agents qui adhèrent au contrat, perçoivent la participation financière de l'employeur.

Au vu de ces éléments, *le Maire* propose, l'adhésion de *la collectivité* à ladite convention de participation, pour le risque "Prévoyance", à compter du 01.01.2025

Il propose de fixer à 10 € par mois et par agent la participation employeur obligatoire, dans le cadre de ce dispositif pour le risque "Prévoyance".

Il précise que le Comité Social Territorial a été consulté pour avis.

Après avoir délibéré, les membres du conseil, avec 12 voix « pour », 0 voix « contre » et 0 abstention :

- Adhérent à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion de la Dordogne et le groupement MNT – RELYENS, à compter du 01.01.2025 ;
- Accordent la participation financière de l'employeur aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité, en activité, ayant adhéré au contrat issu de la présente convention de participation portant sur le risque « Prévoyance » ;
- Fixent le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 10 € par agent et par mois, pour chaque agent adhérant au contrat découlant de la convention de participation ;
- Indiquent que Comité Social Territorial a été consulté pour avis.
- Précisent que les crédits budgétaires nécessaires au versement de la participation financière aux agents seront inscrits au budget primitif ;
- Autorisent *le Maire* à signer tous les documents y afférents ;

Objet : Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public De l'eau potable du Syndicat Eau Cœur du Périgord

N° 2024_12_d02

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.2224-5 relatif à l'établissement et à la présentation à l'assemblée délibérante du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers, et les articles D.2224-1 à D.2224-5 ;

Vu le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité du service de l'eau potable ;

Vu l'article 129 de la loi 2015-991 du 7 août 2015 et le décret n° 2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable ;

Vu le décret n°2007-675 du 2 mai 2017 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité du service de l'eau potable ;

Vu le transfert de la compétence « Eau potable » par la commune de MANZAC SUR VERN au Syndicat Eau Cœur du Périgord ;

Vu la délibération du Comité Syndical EAU CŒUR DU PERIGORD du 12 novembre 2024 approuvant le contenu du rapport annuel 2023 ;

Considérant que le rapport doit être présenté en Conseil Municipal avant le 31 décembre 2024 et être ensuite tenu à la disposition du public ;

Après avoir entendu lecture du rapport, le Conseil Municipal :

- Prend connaissance du Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable établi par le Syndicat Eau Cœur du Périgord pour l'exercice 2023,

Mandate Monsieur le Maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport en le faisant savoir par voie d'affichage dans les 15 jours qui suivent sa présentation

Objet : Recrutement secrétaire de Mairie/modification du tableau des agents

N° 2024_12_d03

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal Madame ROBERT Marie-Noëlle qui va prendre le poste de secrétaire de Mairie, pour accroissement temporaire d'activité pour le mois de décembre.

Le temps de travail proposé est de 24 h hebdomadaires.

Il convient de modifier le tableau des agents comme suit :

Cadres ou emplois	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	DUREE HEBDOMADAIRE DE SERVICE (Nombre heures et minutes)	FONCTIONS
FILIERE ADMINISTRATIF					
Rédacteur	B	1	1	24h00	SECRETAIRE DE MAIRIE
TOTAL		1	1		

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ;

DECIDE que l'agent qui sera recruté au poste de secrétaire fera 24 h hebdomadaires.

AUTORISE le Maire à modifier le tableau des agents.

Objet : Augmentation du temps de travail de l'agent en charge de L'agence postale

N° 2024_12_d04

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de modifier le temps de travail de l'agent en charge de l'Agence Postale Communale, pour s'accorder avec les modifications du temps de travail du secrétariat.

L'agent chargé de l'Agence Postale Communale ferai 1 h 30 hebdomadaire de plus, ce qui portera son temps de travail à 16 h 30 hebdomadaire.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ;

ACCEPTE la modification du temps de travail de l'agent APC en ajoutant 1 h 30 hebdomadaire.

Objet : Modification des horaires de la Mairie et de l'Agence Postale Communale

N° 2024_12_d05

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de modifier les horaires de la mairie et de l'agence postale communale comme suit :

Mairie : - Lundi, Mardi 8 h 30 – 12 h 15 13 h 30 – 17 h 30 ouverture au public l'après-midi
- Vendredi 8 h 30 – 12 h 15 13 h – 18 h ouverture au public toute la journée.

Agence Postale Communale : - lundi, mardi, jeudi, 13 h 30 – 17 h 30
- Vendredi 13 h 30 -18 h

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ;

ACCEPTE la modification des horaires de la mairie et de l'agence postale communale comme indiqué ci-dessus.

DIT que la population sera informée de ces changements.

Objet : Décision Modificative Budgétaire n° 1

N° 2024_12_d06

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal un mouvement de crédit pour les amortissements soit :

040 – compte 2031 dépenses - 4 297 €

040 – compte 21312 recettes - 4 297 €

041 – compte 2031 dépenses + 4 297 €

041 – compte 21312 recettes + 4 297 €

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ;

ACCEPTE la décision modificative budgétaire comme indiqué ci-dessus.

Objet : Contrat CNP assurances

N° 2024_12_d07

Monsieur le maire explique au conseil municipal que les contrats d'assurance relatifs à la protection sociale des agents permettent à la collectivité employeur de s'assurer pour les risques demeurant à sa charge.

Après avoir pris connaissance du contrat adressé par CNP assurances,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ;

AUTORISE Monsieur le maire à signer les contrats CNP assurances pour l'année 2025.

Objet : Zone de couverture du pylône de téléphonie

N° 2024_12_d08

Monsieur le maire informe le conseil municipal de la zone de couverture du futur pylône de téléphonie. Suite à un premier refus d'implantation des riverains, la nouvelle zone d'implantation, éloignée de toute habitation permettra de couvrir une large partie de la commune, mais la zone du bourg ne sera pas couverte en sa totalité.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ;

ACCEPTE la diminution de la zone couverte par le pylône téléphonique

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal Madame ROBERT Marie-Noëlle qui à la suite de son contrat, pour accroissement temporaire d'activité sur la période de décembre 2024 va prendre le poste de secrétaire de mairie, à compter du 06 Janvier 2025, pour une durée de six mois.

Pour rappel, Madame ROBERT est engagée au grade de rédacteur, catégorie B. Sa rémunération est fixée sur la base de l'indice brut 563 et majoré 482, à laquelle s'ajoute le supplément familial de traitement et le RIFSSSEP.

Le temps de travail proposé est de 24 h hebdomadaires.

Le tableau des agents reste inchangé (voir délibération N°2024_12_03)

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents ;

DECIDE que l'agent sera recruté au poste de secrétaire pour un volume horaire de 24 h hebdomadaires pour une durée de six mois.